

DÉFI

9

Le numérique au service des politiques environnementales locales

En synthèse

- ◇ Qu'il s'agisse d'énergie, de mobilité, de circuits courts alimentaires, de fabrication, de réparation, d'*open data*... les dispositifs numériques peuvent s'avérer utiles pour outiller et renforcer les dynamiques locales, les aider à se relier, faciliter la participation et l'efficacité ;
- ◇ Pourtant, ce n'est pas, ou trop peu, le cas aujourd'hui : les agendas 21, plans de déplacement ou de gestion des déchets... ne s'appuient pas sur les cultures numériques, alors que de nombreuses innovations territoriales pourraient faire office de "plateforme" ;
- ◇ Un agenda du numérique au service de l' "agir local" devrait d'abord chercher à qualifier les leviers numériques qui aident les initiatives existantes à se relier et faciliter la participation: en orchestrant les innovations territoriales, en travaillant la mise en capacité des concepteurs de politiques publiques autour des données et en renforçant la maîtrise de ses mobilités, de son autonomie énergétique, du bon fonctionnement des circuits courts...



1 L'enjeu : le numérique pour enrichir la palette d'outils dans les stratégies de transition écologique et énergétique des territoires

Lancé en 2016, le [projet Agir local](#), porté par la Fing dans le cadre de Transitions², pointait l'absence du numérique dans les politiques territoriales à visée environnementale : agenda 21, plans de déplacement et de gestion des déchets, grands débats sur la transition Énergétique, défis [Familles à Énergie Positive...](#) - mais aussi l'absence fréquente de l'écologie dans les politiques publiques numériques.

Les sujets du numérique et de l'environnement font en effet l'objet d'une méconnaissance réciproque, qui se traduit dans les politiques territoriales : les acteurs se connaissent et

se croisent peu et sont peu au fait des enjeux de chaque domaine, les élus et les services au sein des institutions sont différents.

Pourtant, numérique et environnement sont deux transversales pouvant se renforcer mutuellement et se confronter à des champs thématiques dans lesquels tout est appelé à changer : mobilité, inclusion, aménagement,

santé... Or les "transversales" sont compliquées à développer dans les institutions publiques.

Les concepteurs des politiques environnementales au niveau local semblent néanmoins avoir un fort appétit pour le numérique : si ce dernier suscite souvent des interrogations (quid de sa propre empreinte ?), la perspective de l'exploration de solutions nouvelles, appuyées sur le numérique, est perçue favorablement.

Pourtant, dans les faits, la contribution du numérique aux services des poli-

tiques environnementales territoriales n'a rien de bien "local" :

Δ Beaucoup de propositions issues du numérique sont "hors sol", portées par des acteurs et des technologies globalisantes sur lesquels les acteurs publics locaux manquent de prise : c'est ce qui se joue le plus souvent dans les projets de *Smart City*, où les mêmes algorithmes sont appliqués à des territoires qui n'ont pas grand chose à voir, où l'objectif est d'abord l'efficacité et l'efficacité et la dimension environnementale un sous-produit ;

Δ En étant trop éloigné des questions locales, le numérique génère du "plus" (plus de déchets, plus de consommation, plus d'obsolescence, ...) ce qui renforce les tensions avec les enjeux environnementaux ;

Δ Enfin, si de nombreuses propositions innovantes locales appuyées sur le numérique existent, elles restent trop souvent sous le radar des institutions, qui peinent à les penser comme des maillons centraux de leurs stratégies territoriales : plateformes de partage et échanges de véhicules, d'énergie ou de m² ([La Ruche qui Dit Oui](#), [Freecycle](#), [la Machine du](#)

[Voisin](#)) ; mise en débat des questions environnementales comme le proposent certaines *civic tech* ; nouvelles manières de produire, réparer ou recycler dans les fab labs ou les Repair Cafés ; projets de co-production de données sur la biodiversité, la pollution ou l'amélioration énergétique de l'habitat...

Une des manifestations les plus spectaculaires de l'irruption du numérique dans les champs territoriaux est en effet l'ouverture du jeu d'acteurs, qui questionne le rôle de l'acteur public et ses missions, qu'il s'agisse d'énergie, de mobilité, de circuits courts alimentaires, de fabrication/réparation, d'*open data*, ...

Un agenda du numérique au service de l'"agir local" devrait ainsi chercher à qualifier les leviers numériques les plus à même d'outiller les initiatives déjà à l'oeuvre (chercher la complémentarité plutôt que la substitution) tout en s'adressant à plus d'acteurs, au-delà d'un petit cercle d'experts.

Ces leviers sont d'au moins trois ordres :

Δ **Relier les initiatives locales isolées, les rendre visibles, en mutualiser la documentation, partager les conditions d'essai...**



ce que le numérique contribue à faire depuis longtemps ;

Δ **Accroître la mise en capacité des concepteurs de politiques publiques autour des données** : celles-ci ouvrent un nouveau potentiel de connaissance du territoire, dont les acteurs territoriaux n'ont pas vraiment conscience, ou lorsque c'est le cas, n'ont pas toujours la culture et les compétences suffisantes pour en tirer parti au service des mobilités, des enjeux énergétiques, de la qualité de l'air ou de l'eau... qui sont avant tout des questions très locales ;

Δ **Outiller la résilience territoriale** : en temps de crise, le numérique peut aider à affronter les tensions de l'"anthropocène", à renforcer la maîtrise de ses mobilités, de son autonomie énergétique, du bon fonctionnement des circuits courts... en étant le support, par exemple, de nouveaux modèles de production ou de distribution plus ouverts¹⁵.

LES DONNÉES ENVIRONNEMENTALES DU TERRITOIRE - SOURCE : KIT AGIR LOCAL, TRANSITIONS², 2016

CHAPITRE	EXEMPLE DE DONNÉES "EXPERTES"	EXEMPLE DE DONNÉES "PROFANES"
Energie	Eco2mix (RTE)	Citizen Watt
Mobilité	Bison Futé (MEEM)	Waze
Obsolescence, Gaspillage	Base Impact (Ademe)	Open Food Facts (composition mais aussi origine et conditionnement des produits alimentaires)
Proximité	Foodprintnetwork	Open Street Map
Nature	Inventaire National du Patrimoine Naturel (Muséum national d'Histoire naturelle)	Les taxinomes

¹⁵. Voir le défi n°11 de l'agenda pour un futur numérique et écologique : "Les "modèles ouverts" au service de la transition écologique"



2 L'agenda de Transitions² pour une meilleure coordination des politiques numériques et environnementales locales

Acteurs, initiatives et réseaux déjà engagés à relever ce défi

Initiatives :

- Δ Des alliances entre des territoires et des plateformes de financement participatif pour favoriser le développement d'initiatives collectives dans le domaine environnemental, à l'instar du partenariat (déjà ancien) entre [Ulule et la Région Auvergne](#) ;

.....

Δ Des projets de co-production de données à l'échelle locale : mesure citoyenne de la pollution de l'air, cartes de cyclabilité via OpenStreetMap , "cartographies de chaleur" pour pointer les pertes énergétiques dans l'habitat urbain...

.....

Δ Des plateformes locales d'économie circulaire, pour mettre

en relation offreurs et usagers ;

-
- Δ Des initiatives territoriales de débat public appuyés sur le numérique, comme le [grand débat sur la transition énergétique de Nantes Métropole](#) pour engager une feuille de route partagée et multi-acteurs ;

-
- Δ Le [BootCamp de la transition énergétique et, écologique et économique](#) initié par l'ADEME, qui invite les innovateurs à travailler sur des défis "radicaux" proposés par les territoires (une mobilité zéro carbone, multiplier par 4 la part du covoiturage...);

Communautés, acteurs :

-
- Δ La communauté [Explorables](#) initiée par le commissariat général au développement durable (CGDD), qui rassemble les acteurs et initiatives qui travaillent à la transition écologique et solidaire et produit des travaux collectifs sur les tiers lieux, les *civic tech*, la justice climatique, les transformations des organisations, des individus et socio-culturelles... ;

-
- Δ Le [réseau d'échange thématique \(RET\)](#) co-porté par l'ADEME et la Région Hauts-de-France.

Des actions collectives à engager ou poursuivre

L'enjeu pour les politiques environnementales au niveau local consiste donc d'abord à voir dans les dispositifs numériques des appuis utiles pour outiller et renforcer les dynamiques locales, les aider à se relier, faciliter la participation et l'efficacité - plutôt qu'un champs expert, centré sur des technologies "lourdes".

En particulier, trois séries d'actions pourraient être à engager et/ou renforcer :

.....

Δ Un meilleur croisement des politiques environnementale et numérique au niveau local :

-
- ◇ Une "revue numérique" des politiques environnementales pour s'assurer que ces stratégies exploitent le potentiel du numérique tant dans leur élaboration que dans leur contenu, comme l'invite le [Livre Blanc "Numérique et environnement"](#). Une "revue écologique" des politiques numériques (*smart city*, usine du futur, etc.) en serait le pendant ;

-
- ◇ Des passerelles entre politiques territoriales et initiatives locales, sous formes de défis ambitieux lancés aux innovateurs du territoire, à l'instar de l'initiative [PACA Lights](#) en Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur autour du défi : "tous producteurs de son énergie en 2030".

-
- Δ **Tirer parti des données "hyperlocales" :**

◇ Des projets de coproduction de données pour la transition écologique - à l'image des collectivités locales qui partagent les bases du cadastre avec OpenStreetMap. De manière plus générale, les acteurs publics devraient considérer la donnée avant tout comme un levier de collaboration entre les actions en silos dans les institutions ;

◇ Des projets d'innovation pour aider les territoires à tirer partie des données concernées par la loi transition énergétique : travaux de visualisation pour en saisir la richesse, "infostructures" partagées pour aider à les traiter, ...

◇ Un travail sur les imaginaires du "Tepos numérique" : les Tepos (Territoire à énergie positive) actuels s'appuient peu sur le numérique, qui est pourtant fertile en imaginaires de transition énergétique (à l'instar de la "[3e Révolution industrielle](#)" proposée par Jeremy Rifkin - dans ses promesses comme dans ses limites).

Autres ressources :

- [Le big data des territoires](#) : les nouvelles stratégies de la donnée au service de l'intérêt général, Jacques Priol, 2017
- [Le Kit Agir Local \(2e édition, 2016\)](#) de Transitions² qui recense les outils et démarches du numérique au service de la nature, les mobilités durables, l'énergie, l'économie circulaire... et propose des pistes d'action pour les territoires
- [Le parcours thématique du CERDD](#) sur le croisement entre numérique et environnement
- [Le wiki de la Fabrique des mobilités](#), qui rassemble des ressources pour impulser des démarches de mobilité durable, dont beaucoup à l'échelle territoriale

Δ Régénérer les visions de l'économie circulaire au niveau local :

◇ Un travail de prospective sur la "désobsolescence territoriale" : des initiatives individuelles existent mais devraient pouvoir s'appuyer sur des infrastructures d'échange, de documentation, de partage pour les aider à se relier ;